

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
N°IC 20038543

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 2° de la nomenclature ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** les récépissés de déclaration du 19 janvier 1981, 25 avril 1988, 29 avril 1991, 10 février 1997, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « AUFFRET Sylvie », relatifs à l'exploitation en LE MOUSTOIR au lieu-dit « Kerveluet » d'un élevage avicole de 18000 volailles (dindes de chair) ;
- VU** la demande présentée le 5 janvier 2004 par l'installation classée « **AUFFRET Sylvie** », sise « Kerveluet » en LE MOUSTOIR, en vue de la régularisation administrative d'un élevage avicole (59800 poulets standard lourds ou 20800 dindes de chair, ou 70200 poulets standard légers ou 78000 coquelets ou 41600 pintades) soit un effectif global de 78000 animaux-équivalents, ainsi que la mise à jour du plan d'épandage de cet élevage, à LE MOUSTOIR au lieu-dit « Kerveluet » (Section ZA n°19 B-51 et 75) ;
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;

- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de MAEL CARHAIX (21 mai 2004) - LE MOUSTOIR (13 juillet 2004) - PAULE (5 mai 2004) - PLEVIN (24 mai 2004) - TREBRIVAN (18 juin 2004) - TREFFRIN (8 juillet 2004) ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 17 novembre 2004 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mars 2005 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MAEL CARHAIX, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 90 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 11180 UN, dont 3100 UN seront reprises par la société TERRIAL, 4500 UN seront mises à la disposition d'un prêteur et 3580 UN réparties sur 33,8 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 105,9 UN/ha ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 4 juillet 2002 avec TERRIAL - effectif concerné : 721 m² volailles de chair - tonnage concerné : 103 T de Fumier ;

CONSIDERANT que, au vu des remarques émises à l'égard du plan d'épandage, la pétitionnaire et le prêteur de terres ont décidé d'exclure les parcelles bordant le ruisseau intermittent prenant sa source dans la parcelle 75 a section ZA (ces parcelles sont, en réalité, soit exploitées pour la production de foin biologique, soit maintenues en jachère) ;

CONSIDERANT que la pétitionnaire ne respecte pas les distances réglementaires, du fait de l'implantation de l'élevage à moins de 100 mètres des tiers le plus proche ;

CONSIDERANT que les tiers concernés ont donné leur accord;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

La pétitionnaire est autorisée, au titre de l'installation classée « AUFFRET Sylvie », à installer et exploiter au lieu-dit « Kerveluet » (section ZA n°19 B-51 et 75) en LE MOUSTOIR, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité maximale de 78000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit (*sous réserve que la rotation des productions sur les trois poulaillers permette de limiter la production d'azote à 11 180 unités par an*):

	Elevage à créer	
	20800 dindes de chair	soit 62400 animaux équivalents
<i>ou</i>	41600 pintades	soit 41600 animaux équivalents
<i>ou</i>	52000 poulets lourds	soit 52000 animaux équivalents
<i>ou</i>	59800 poulets standard lourd	soit 59800 animaux équivalents
<i>ou</i>	70200 poulets standard léger	soit 70200 animaux équivalents
<i>ou</i>	78000 coquelets	soit 78000 animaux équivalents

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 2° de la nomenclature, la pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 – installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2600 m²

2.3.2 – Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.4 - TRANSFERT :

2.4.1 – Destination des produits :

L'exportation finale par le repreneur pour épandage dans un canton où la charge moyenne d'azote organique est inférieure à 140 UN/ha est une condition d'acceptation de la mesure de résorption proposée par l'exploitante, condition de prise en compte au titre de la résorption. L'exploitante devra s'assurer de son effectivité et de la crédibilité de la traçabilité mise en place.

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique à l'hectare est supérieure à 140 kg d'azote. En cas de non respect de cette prescription, la pétitionnaire devra adapter ses effectifs ou sa gestion de l'élevage afin de se mettre en conformité avec l'arrêté préfectoral du programme d'action en vigueur.

2.4.2 – Traçabilité des produits :

La pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire
- c) Le type de produit (fientes, fumier, compost...)
- d) Le nom du transporteur
- e) Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m3

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitante, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- a) la date de départ
- b) le type de produit
- c) la référence à la norme ou le numéro d'homologation
- d) les quantités enlevées en tonnes et en m3
- e) la désignation du transporteur
- f) la dénomination de l'exploitant, son adresse
- g) les coordonnées de la société qui assure la commercialisation

L'exploitante doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise. L'exploitante doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, la pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (o animaux).

ARTICLE 3 - RESORPTION :

La résorption par transfert est de 3 100 unités d' azote

ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 6 -

La pétitionnaire est tenue de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LE MOUSTOIR pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LE MOUSTOIR pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « AUFFRET Sylvie ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « AUFFRET Sylvie » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Les décisions préfectorales susvisées des 19 janvier 1981, 25 avril 1988, 29 avril 1991, 10 février 1997 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de LE MOUSTOIR,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi qu'aux maires de CARHAIX PLOUGUER (29) - MAEL CARHAIX - PAULE - PLEVIN - TREBRIVAN - TREFFRIN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 24 MAI 2005

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché chef de bureau

Christian RAYMOND



LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : Jacques MICHELOT